

Formulaire de restitution d'une synthèse

**Arrondissement de
Blois**

Type de réunion

**Réunion de collège public
Collège Lavoisier Oucques**

Discussion sur le constat

Introduction : Vendredi 05/12/2003

Serge Mottuel, animateur, aide aux enfants en difficulté scolaire journaliste ...

Peu de participation des Parents d'élèves, quelques élus des communes du secteur de recrutement

Objectifs : Suggestions transmises au Ministère en vue de la transformation de la loi d'orientation de 1989.

Questions à évoquer : 3-12 et 18

Organisation de la journée : 9h à 12 h : bilan sur l'état de l'Ecole – 14 h à 17 h débat sur les 3 questions choisies.

Bilan sur l'état actuel de l'école introduit par le commentaire du document «l'E N en chiffres»

5 points débattus :

I - Qui se trouve dans les établissements ?

A- Elèves : peu en LP, Région Centre : apprentissage = porteur. A l'université : trop peu d'étudiants. Les effectifs sont presque stables en collèges et lycées.

B- Personnels : fin des contrats des aides-éducateurs en 2001/2004 donc moins de personnel en établissement. Les enseignants d'allemand sont improductifs, discrimination dans le choix des langues, problème de recrutement. Il faut revaloriser les langues rares.

Transition .. moins de personnel, pas moins d'élèves : Pourquoi le coût de l'éducation augmente-t-il ?

II - Le coût de l'Ecole

Evolution sur 30 ans peu objective. Manque de critères détaillés pour justifier une augmentation nette. Niveau de vie ne semble pas pris en compte, son augmentation.

- Raccourci possible / documents et proche de la manipulation gouvernementale : moins d'élèves, plus d'argent, pourquoi moins de résultats ?
- Contestation : l'école n'est pas là pour être rentable (commentaire allocution J. Chirac) !! Lien entre budget et résultats inacceptable. Plus tout augmente, élever un enfant aussi !

Transition .. Les résultats sont-ils aussi mauvais qu'on le prétend ?

III - Les résultats scolaires, les connaissances de bases.

- Maîtrise de la lecture : peu objectif car statistiques fondées sur les journées nationales. Or, certains jeunes à 18 ans sont déscolarisés depuis quelques années → perte d'habitude / lecture.
- Différenciation garçons / filles : forme de discrimination. Pourquoi pas noirs / blancs ? Filles plus studieuses ?
- Diplôme niveau IV : de plus en plus de réussite, de moins en moins d'élèves sortent de l'école sans qualification.

- Résultats doivent être améliorés / enseignement technique et pro, mais surtout, il faut revaloriser l'enseignement pro et la reconnaissance des compétences. élèves mieux diplômés, mieux reconnus.
- Résultats par rapport à des notes : remise en question du système d'évaluation ? accentue les différences entre les élèves, peut-être discriminatoire. Utilité ?
- Revoir les critères, évaluer des compétences en plus des connaissances.

Transition .. En effet, système d'évaluation actuel dépassé. Les jeunes changent.

IV - S'adapter à la diversité des élèves.

- Notions d'effort et de persévérance semblent avoir disparu, difficultés / travail scolaire à la maison.
- Montée de l'intolérance, non-respect de la différence.
- Les élèves sont des joueurs et des zappeurs. Ils s'ennuient vite. Représentation télévisuelle d'activités et de la réalité pas seulement à l'école. Valable dans clubs sportifs extra scolaires etc...
- Une solution : Maintenir et faciliter l'enseignement obligatoire de plusieurs langues, + musique, + arts plastiques = Ouverture d'esprit.
- Une des solutions possibles : régler le problème de l'éducation parentale : savoir dire non, établir des règles de vie à la maison. Pour les enseignants, comment toucher et informer les parents non concernés par la scolarité de leurs enfants ? contacter services sociaux.

Transition .. En effet, jusqu'où va le rôle et la fonction de l'enseignant dans la gestion des problèmes médicaux, sociaux, familiaux des élèves ?

V - Gestion des problèmes propres aux élèves, en dehors des difficultés scolaires.

- Pénurie de personnel : pas assez d'infirmières, de médecins scolaires, de psychologues, assistants sociaux etc ... + Délais longs.
- Enseignants, autres personnels, chefs d'établissement prennent en charge ces problèmes, sans compétences réelles. Ne devraient avoir qu'à les signaler aux instances compétentes.
- Solutions envisagées :
- Formation des enseignants : on ne peut institutionnaliser à former les enseignants à ce rôle. A chacun sa fonction.
- Intervention des élèves entre eux, médiation : difficile, lourde responsabilité pour les élèves.

DEFINIR LES MISSIONS DE L'ECOLE

Question n° 3 : Vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

- Tous les participants ont la même définition de ce qu'est l'égalité à l'école : donner à tous les moyens de réussir et orienter l'élève de manière positive.
- Deux pistes de réflexion sont essentiellement apparues :
 - Le problème de l'hétérogénéité des classes. La mise en place de la pédagogie différenciée est difficile et le soutien nécessaire mais parfois insuffisant. Faut-il alors aller jusqu'à revoir les programmes pour mieux les adapter ? L'autonomie des établissements sera-elle également une voie à explorer ?
 - La deuxième piste concerne la filière professionnelle et sa nécessaire revalorisation. On insiste sur le fait que cette orientation doit être positive et non effectuée par défaut. Il faut sans doute impliquer davantage les entreprises et accentuer l'éducation à l'orientation. Mais l'uniformisation du collège unique n'est-elle pas aussi en partie responsable de la dévalorisation de la filière pro ?

FAIRE REUSSIR LES ELEVES

Question n° 12: Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

- Comment améliorer la lisibilité de l'école pour mieux partager ses objectifs avec la famille ?
- Quels rôles les associations peuvent-elles jouer ?
- Comment les parents peuvent-ils aider leurs enfants à réussir à l'école ? Doit-on les aider ?

Premier temps : Effort de « redéfinition du partenariat extérieur ».

Partenaires extérieurs : - les parents

- les collectivités territoriales → financement
- le secteur privé → entreprises
- le secteur qualifié : - directeur du C.A.
 - pharmacienne
 - association de parents d'élèves
 - association d'aide aux enfants en difficulté
- les groupes de paroles : - information générale
 - médias
 - nouveaux métiers / nouvelles techniques
- l'Etat (?) → Manuels + fonds sociaux + quelques subventions
- les associations culturelles : - intervenant extérieur
 - théâtre ...

Deuxième temps : Des constats, des problèmes rencontrés :

A. Difficulté de dialogue avec les parents.

- problème des familles en difficulté
- les délégués parents n'ont pas de retour
- peu d'investissement de certains parents dans la scolarité de leurs enfants.

Plusieurs explications avancées :

- problème de temps / ou travail
- problème de parents qui ne s'impliquent pas à cause de leur propre vécu d'écopier
- problème de la dévalorisation du rôle de l'école.

B. Difficulté face «aux images faramineuses» véhiculées par les médias. (énorme responsabilité de ceux-ci).

- idée fausse dans la tête des élèves « on devient STAR facilement »
- idée du « pognon facile » / scandale de l'enrichissement rapide (ex. : Zidane STAR AC)

C. Difficulté face au problème du chômage et à l'impact du système D. (assistés sociaux !)

D. Importance du problème des valeurs, du respect et de la place de l'école.

Troisième temps : Que faire ?

A. Redéfinir les rôles des parents et des enseignants.

Parents → éducateurs, éducation
Enseignants → instruction } mais dans la réalité c'est plus complexe et il existe des interférences heureuses !

Quelques solutions ou voies possibles :

- réapprendre à certains parents leur rôle d'éducateurs, c'est à dire réapprendre à dire NON
- réapprendre à choisir les programmes télé pour limiter leur impact sur de jeunes mentalités influençables face à l'attrait du « pognon facile », du système D sans pour autant interdire à tout va.
- Libéralisme et société de consommation sont notre quotidien, il faut faire avec mais il est nécessaire d'amener les enfants à réfléchir → La responsabilité, ici, est collective.
- Eviter pour les enseignants d'être trop familiers avec les élèves (ex : usage courant du « tu » et du prénom par les élèves vis-à-vis du personnel encadrant).
- Remarque : Les enseignants n'ont pas reçu de formation d'éducateur. (≠ rôle !).

B. Redorer le blason de l'école.

- Notamment en évitant une certaine forme d'inflation du vocabulaire :

Certificat d'Etudes = Baccalauréat
(autrefois) (aujourd'hui)

- Lutter contre l'image des faits divers que peuvent véhiculer les médias en utilisant les mêmes techniques → c'est-à-dire communiquer.
- Eviter de dire : « on ne peut rien faire ». L'école doit s'ouvrir et utiliser les médias afin de mettre en avant la réussite (existante) de l'école.
- Cependant attention à la dérive qui pourrait amener une concurrence entre établissements scolaires.
- Refuser la dérive financière sous-jacente : ex : Etats-Unis. 10 mn de contenu pédagogique entrecoupé de pub à la télévision.
- Nécessité d'une modulation et d'une réglementation de télévision.

Bilan : une communication oui mais à grande échelle « l'école en général ».

AMELIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE

Question n° 18. Comment, en matière d'éducation, définir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

I. Aspects positif et négatifs de la décentralisation actuelle

Le bilan de cette décentralisation se révèle satisfaisant essentiellement sur deux points :

1. la rénovation des locaux

2. une proximité profitable : contact plus aisé, délais d'intervention écourtés par les collectivités territoriales par rapport aux délais trop importants (dix-huit mois) entre une demande de dotation à l'Etat et son attribution.

Au niveau de la comptabilité des établissements, le fait qu'il y ait deux sources de financement (Etat et collectivité territoriale) ne pose pas de problème.

En revanche, on constate une grande disparité de moyens au niveau des Communes, des Conseils Généraux, des Conseils Régionaux. Les dotations de l'Etat aux établissements semblent également trop inégales. Il faudrait rendre les critères d'attribution plus transparents, plus lisibles.

Le principe de décentralisation n'est donc vraiment intéressant qu'à la condition que l'Etat rééquilibre les richesses des collectivités territoriales et des établissements.

II. Fixer les limites de la décentralisation.

Certains considèrent ce transfert de charges comme un désengagement progressif de l'Etat auquel on doit absolument assigner des limites.

1. Le transfert de personnel

La deuxième phase de décentralisation qui rattache le personnel technique chargé de l'entretien des locaux aux collectivités territoriales semble cohérente dans la mesure où celle-ci ont en charge le fonctionnement des établissements (locaux et matériel).

Il s'avère essentiel cependant que le personnel enseignant reste géré par l'Etat par l'intermédiaire du Rectorat et de l'Inspection Académique. Les enseignants tiennent à rester indépendants des élus locaux en vertu du principe indispensable de neutralité de l'école.

2. Les contenus d'enseignement

L'Etat se doit de continuer à déterminer et à contrôler la politique de l'Education Nationale. Par souci d'égalité, il est impératif qu'il reste garant des programmes. De plus, il paraîtrait absurde qu'on particularise les contenus d'enseignement au niveau local, alors qu'on vise actuellement une harmonisation européenne des diplômes.

III. Un manque de moyens financiers.

1. Un désengagement financier de l'Etat.

Le transfert de charges est apparu pour certains, dès son origine, comme un moyen détourné de limiter les dépenses de l'Etat : ne pouvant financer la rénovation des établissements, l'Etat l'aurait fait financer par les collectivités territoriales. Ainsi, alors que les impôts sur le revenu ont baissé, la fiscalité locale croît. Plus inquiétant, ce désir d'économiser manifesté par l'Etat s'étend au domaine pédagogique.

2. La gestion de l'insuffisance ...

Dans la mesure où il revient à l'Etat de définir les programmes scolaires, l'Etat doit attribuer les subventions nécessaires à leur application. Pourtant, certaines décisions prises ne sont pas assumées financièrement.

En zone rurale notamment, les moyens attribués sont trop faibles. Les sorties pédagogiques visant une ouverture culturelle sont coûteuses, ne serait-ce seulement que par les frais de transports qu'elles impliquent. Les enseignants se voient donc contraints de les limiter.

De plus, des moyens supplémentaires sont nécessaires en matière d'innovation. Les expérimentations pédagogiques sont freinées par manque d'argent.

Trois priorités pour l'Ecole

- 1 - S'adapter à la diversité des élèves,
- 2 - Leur donner à tous les moyens de réussir et de les orienter de manière positive
- 3 - Redorer le blason de l'école
- 4 - Définir clairement la décentralisation